

d'infrastructure sont en cours ou en voie de planification dans le sud de la Chine et à Hong Kong. La stratégie de développement des installations portuaires et aéroportuaires de Hong Kong constitue une source majeure de débouchés pour les entreprises canadiennes.

Construction

La forte croissance économique de la Chine a suscité une énorme demande dans le domaine de la construction, et le marché des matériaux de construction s'est élevé à plus de 13 milliards de dollars en 1994. On note un essor du côté des gratte-ciel modernes, des autoroutes, des habitations, des lieux de villégiature et des complexes commerciaux. Les entreprises canadiennes ont commercialisé avec succès des services de conception architecturale, d'aménagement intérieur et de gestion de la construction, des résidences haut de gamme, des lieux de villégiature et des installations récréatives, du bois d'œuvre, de la pâte et des produits du papier, des fenêtres et des systèmes de construction efficaces sur le plan énergétique. À Hong Kong, les entreprises canadiennes ont réussi dans la vente de matériaux de construction, notamment le contreplaqué, les panneaux muraux, le matériel de chauffage et de ventilation, les moquettes et les revêtements de sol en bois dur, les revêtements muraux et le matériel de plomberie.

Environnement

La publication officielle, en 1994, de la liste de projets prioritaires Agenda 21 a confirmé l'importance que la Chine accorde à l'amélioration de l'environnement. Les projets, qui dépendent tous dans une certaine mesure d'un financement extérieur, confirment le principe selon lequel les débouchés pour les exportateurs canadiens de services, de produits et de technologies continueront d'être liés aux projets financés par les institutions financières internationales. À Hong Kong, les services de conseils en environnement sont en demande, particulièrement en ce qui concerne la gestion des déchets solides et des eaux usées, et la lutte contre la pollution acoustique et atmosphérique.

Pétrole et gaz

Les liens sino-canadiens en matière de commerce et d'investissement dans le secteur du pétrole ont connu une expansion solide au cours des dernières années. L'Alberta s'est distinguée

grâce à un programme vigoureux de promotion commerciale qu'elle applique depuis 1979. Comme on s'attend à ce que la demande de pétrole grimpe pour atteindre 210 à 260 millions de tonnes d'ici l'an 2000, il serait difficile pour la Chine de réaliser son objectif de production de 170 millions de tonnes. La Chine pourrait prendre encore plus de retard à moins qu'elle n'attire un important investissement étranger dans la prospection et le développement. L'ouverture des secteurs côtiers, infracôtiers et extracôtiers de l'est de la Chine à la prospection et à la production étrangères jouera un rôle important. Les découvertes en mer et dans la baie du Tarim mèneront à un investissement futur dans des projets de production et de prolongement de pipeline. Le Canada se démarque dans les domaines du pétrole lourd, du gaz sulfureux, du traitement normal du brut et du gaz, de la conception de canalisations et de l'exploitation par temps froid.

Renseignements

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
Direction de la Chine
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Tél. : (613) 992-7359
Télééc. : (613) 943-1068

Corée et Asie de l'Est

Introduction

La région de la Corée et de l'Asie de l'Est, qui comprend la Corée du Sud, Taïwan et l'Indochine (Viêtnam, Laos, Cambodge et Myanmar), est l'une des zones économiques qui connaît la croissance la plus rapide au monde. La Corée du Sud, le sixième partenaire commercial du Canada, reçoit la part du lion des exportations canadiennes dans cette région, où le commerce bilatéral se chiffre au total à 4,7 milliards de dollars.

Suite aux changements survenus dans cette région, plus particulièrement l'ascension de la Corée et de Taïwan au rang de nations industrialisées et développées, il a fallu repenser et réorganiser les objectifs et les stratégies du Canada, de manière à tenir compte de la nature transitoire de ces deux économies.

Contexte commercial

Au fur et à mesure que la libéralisation sera établie, le climat commercial s'améliorera nettement pour les entreprises canadiennes, en Corée et à Taïwan. Il reste encore beaucoup de progrès à réaliser dans ce secteur, mais l'adoption en Corée d'un Plan économique quinquennal visant à réduire l'ingérence du gouvernement dans l'économie donnera lieu à des débouchés pour les biens et services canadiens sur ce marché de plus en plus lucratif.

On prévoit que l'économie de Taïwan connaîtra une croissance annuelle de 6 à 7 p. 100 au cours des trois prochaines années. Il ressort que le moteur de cette croissance est le Plan national de développement d'un montant de 250 milliards de dollars américains. À l'heure actuelle, plus de 40 entreprises canadiennes tentent de s'approprier 60 projets d'une valeur de plus de 6 milliards de dollars.

La Corée et Taïwan ont le sentiment d'avoir réussi sur le plan économique. Comme preuve de cette nouvelle prospérité, Taïwan et la Corée comptent présentement parmi les principaux investisseurs en Asie, particulièrement au Viêtnam. Il y a seulement une génération, ces pays bénéficiaient de l'investissement des nations occidentales développées. Comme ils jouissent d'un revenu disponible supérieur et de plus nombreuses heures de loisir, les Coréens et les Taïwanais aspirent à une meilleure qualité de vie, ce qui se traduit par une plus forte demande de services et de produits de consommation.

Par ailleurs, le Viêtnam fait partie d'une classe à part. Il vient juste de faire ses premiers pas sur la voie du développement. Le rétablissement de relations diplomatiques normales avec les États-Unis et son accession récente à l'ASEAN ont couronné l'entrée effective de ce pays au sein de la communauté internationale. La confirmation du statut du Viêtnam auprès du Fonds monétaire international a déclenché un flot massif d'aide bilatérale et de financement de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement. Les promesses d'aide de toutes les sources sont de l'ordre de deux milliards de dollars par année. Cela, combiné à l'annonce par le gouvernement vietnamien d'un besoin de neuf milliards de dollars en investissements étrangers pour l'établissement des infrastructures, a créé une atmosphère enivrante de ruée vers l'or laissant présager d'énormes profits. Compte tenu de la doctrine sanctionnée par l'État du « doi moi » (rénovation), et de l'allègement des règlements commerciaux, il

existe beaucoup de possibilités pour les entreprises canadiennes au Viêtnam. Il faut tout de même envisager les changements récents avec réalisme. Le Viêtnam demeure un État socialiste disposant de peu de capitaux. Sa bureaucratie est lourde, son peuple connaît très mal les pratiques commerciales acceptées et, malgré toute l'attention qu'on lui a récemment portée, le Viêtnam est incapable de soutenir une activité économique à grande échelle en raison de l'état actuel de ses infrastructures.

Le Cambodge et le Laos sont des petits pays pauvres qui se sont récemment ouverts à l'investissement étranger. Le Cambodge a adopté une économie libérale, et le Laos, comme le Viêtnam, est un État socialiste qui amorce des réformes commerciales.

Débouchés commerciaux

Le Canada entretient de bonnes relations commerciales avec cette région. Toutefois, il est encore possible d'accroître notre part du marché dans diverses industries bien ciblées, particulièrement en Corée, à Taïwan et au Viêtnam.

Corée

Le Canada et la Corée sont en train de renforcer un partenariat spécial. L'idée a d'abord été lancée au sommet de 1993 de l'APEC entre le premier ministre Chrétien et le président Kim Young Sam; le précédent ministre du Commerce international, M. MacLaren, en a ensuite assuré le suivi à Séoul en avril 1994. Ce partenariat spécial sert déjà à étudier des questions d'accès au marché et de coopération industrielle, ce qui devrait mener à des associations stratégiques et à des investissements.

La mission commerciale et économique du Canada s'articule autour de la Stratégie pour la Corée et comporte cinq objectifs :

- accroître le commerce de produits manufacturés et de produits de haute technologie;
- accroître nos exportations agroalimentaires en continuant d'encourager la Corée à résoudre les problèmes d'accès aux marchés et à accorder la priorité aux produits transformés et aux produits à valeur ajoutée;
- accroître l'investissement bilatéral;
- promouvoir la coopération et les partenariats entre les entreprises canadiennes et coréennes pour la recherche de débouchés sur des marchés tiers;